

Parce qu'on lutte, ils répriment : alors faisons bloc !

Entreprise française présente dans 60 pays et employant 284 000 salariés, j'ai réalisé 1,8 milliard d'euros de profits en 2025. En dépit de mes bons résultats et de la reprise de l'inflation, mes salariés ne seront augmentés cette année que de 0,5 %, tandis que 27 000 d'entre eux sont en cours de transfert à des filiales pour mieux dégrader leurs conditions de travail. Je suis... ?

... la SNCF. À ce tableau s'ajoutent 13 suicides depuis le début de l'année. Nombreux sont les cheminots à faire le parallèle avec l'hécatombe qu'a connue France Télécom. De l'aveu même de son patron, la SNCF passe en ce moment une étape critique de sa privatisation. Elle crée elle-même des filiales qui demain se feront concurrence pour faire un maximum d'argent en exploitant celles et ceux qui nous transportent.

Vive la grève !

En faisant grève en masse et tous services confondus mercredi 10 juin, les cheminotes et les cheminots ont montré qu'ils ne se laissent pas désorienter. L'union dans la grève fait la force du monde du travail.

Du reste, les travailleurs du rail ne sont pas les seuls en lutte en ce moment. Le même jour, les postières et postiers du 92 et du 78 étaient en grève contre les suppressions de tournées et donc de postes à tour de bras.

À Airbus, la prime de participation divisée par deux (2 000 euros au lieu de 4 400 euros en 2025) a provoqué un mouvement de grève sur plusieurs sites. À Decathlon, c'est le refus du patron de répercuter la hausse du Smic sur les salaires à peine plus élevés qui a poussé plusieurs milliers de vendeurs et vendeuses à débrayer samedi 6 juin, provoquant ici et là des fermetures de magasin.

Chez Renault, le coup de colère est venu de ceux dont la direction ne se méfiait pas : les 750 ingénieurs du centre de recherche de Villiers-Saint-Frédéric. Elle pensait que la fermeture du site, annoncée fin mai, passerait sans problème. Mais la colère a explosé. Plusieurs dizaines de salariés ont débrayé, commençant à s'organiser par eux-mêmes, puisque les syndicats locaux collaborent avec le patron sous prétexte de recherche du moindre mal.

Contre la menace croissante de la répression...

L'État et le patronat sont de plus en plus agressifs. La récente mise en examen de la dirigeante de la

CGT, Sophie Binet, pour diffamation parce qu'elle a parlé de « *répression brutale* » à Tefal prouve que personne n'est à l'abri. Pourtant, les directions syndicales font le dos rond au lieu d'encourager et regrouper ceux qui relèvent la tête. Elles alertent sur la progression de l'extrême droite, qui ne cache pas sa haine des militantes et militants ouvriers. Mais elles ne donnent pas les perspectives d'ensemble à même de la faire reculer : unir le monde du travail contre les patrons et le gouvernement à leur service.

... tous et toutes en manifestation !

Samedi 20 juin, à l'initiative des postiers du 92, de la fédération SUD-PTT et de Solidaires, une manifestation se tiendra à Paris pour dénoncer et combattre la répression patronale, mais aussi la répression politique contre les soutiens au peuple palestinien, dont Anasse Kazib, convoqué au tribunal de Paris jeudi 25 juin.

Le 20 juin, sera une première occasion de mettre en lumière celles et ceux qui sont réprimés, et plus encore, les combats qu'ils mènent et les ont amenés à être dans le viseur de la police et de la justice.

En regroupant ces équipes militantes, ces salariés ou étudiants en lutte, ces initiatives n'ont pas pour seul objet de montrer le nombre que représentent celles et ceux qui empêchent d'exploiter en rond. Il s'agit aussi de donner confiance, de nouer ou raffermir des liens, afin de construire un front commun, au-delà de la lutte contre la répression, pour imposer nos revendications.

Une société impitoyable avec les faibles

Le meurtre horrible de Lyhanna a jeté une lumière crue sur les failles de la protection de l'enfance dans ce pays. Aujourd'hui, Darmanin, ministre de la Justice et ancien ministre de l'Intérieur, fait mine de « *sonner la mobilisation générale* » et tente de se défaire de ses responsabilités. Mais les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Politiciens et médias réclament le renforcement de l'appareil de répression. Pourtant il ne manque pas de juges pour condamner des jeunes à la prison ferme en comparution immédiate, il n'en manque pas non plus pour poursuivre des militants qui défendent les conditions de travail ou réprimer les soutiens du peuple palestinien. La police n'a jamais fait défaut pour matraquer et gazer les manifestants, ni pour tenter de faire régner la peur dans les quartiers populaires à coup d'insultes et de contrôles vexatoires au faciès.

Car la raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Malgré les coups de menton démagogiques à l'occasion de chaque crime atroce, jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

L'hôpital public, vache à lait du privé

Pour le petit matériel, les réactifs, les consommables et autres, l'hôpital s'engage pour une durée déterminée auprès d'un fournisseur répondant à des appels d'offres. Mais lorsque le fournisseur ne remplit pas sa part du contrat, souvent, il n'est nullement inquiété ; ni contrepartie ni dédommagement ne lui sont réclamés. Rien d'étonnant à ce que les entreprises privées se sentent de plus en plus libres d'agir comme bon leur semble.

L'effet papillon

Avec la guerre en Iran, il n'y a pas que l'essence qui se raréfie : de plus en plus d'équipements arrivent en retard de livraison, voire sont en rupture de stock. Lorsque les services n'ont pas de stocks suffisants, place à la débrouille. Reste toujours l'appel aux dons...

L'école est finie

Comme tous les ans, nous entrons dans la période des entretiens individuels. L'hôpital passe en revue

ses troupes et s'assure qu'elles sont toujours motivées, aptes et de bonne volonté. En plus ils se permettent de nous noter comme si on était des gosses de collège. Puisqu'à cette occasion, les chefs sont censés nous écouter, c'est l'occasion de demander une augmentation de salaire !

Les promesses engagent ceux qui y croient

Dans de nombreux services, les prétendues promesses de la direction sur la possibilité pour les agents de poser leurs RTT quand ils le veulent se sont avérées fausses. En effet, faute d'effectif, beaucoup de collègues se voient refuser leurs repos. La direction a fait des promesses en sachant très bien qu'elles ne pourraient pas être tenues et laisse l'encadrement balayer derrière elle.

Un nouveau shérif dans la ville

Lors d'une journée sûrement interminable d'ennui, le directeur, contemplant son parking privatif, s'est interrogé sur un nouveau moyen de nous importuner. Fort créatif, il a demandé aux agents de sécurité de visionner les vidéos de surveillance des parkings de covoiturage et de sanctionner le moindre écart. Finis l'entraide entre collègue lorsque personne ne trouve de place. Les agents se voient sanctionner d'un mois d'interdiction d'utiliser le covoiturage, ainsi que tous ceux qui ont déclaré covoiturier avec eux, le tout entraînant des embouteillages et des retards devant la pointeuse. Merci patron !

Le gaz augmente de plus de 7 %

La Commission de régulation de l'énergie a annoncé que le prix de référence du gaz va augmenter de 7,4 % au 1^{er} juillet, invoquant les perturbations liées à la guerre du Moyen-Orient. Sans compter les superprofits qu'engrangent les grandes compagnies pétrolières grâce à cette guerre. Plus de 6 millions de ménages sont concernés. Décidément, tout augmente, sauf nos salaires !

Nespresso innove

Mardi, les salariés du centre de relation client de Nespresso à Lyon se sont connectés à une réunion en visioconférence... pour apprendre la fermeture de leur site ! 180 postes seront supprimés, dans un groupe pourtant en croissance. Cela répond à la demande de la maison-mère, Nestlé, qui prévoit de supprimer plus de 12 000 postes dans le monde. Le PSE intervient quelques mois après les 40 ans du groupe, où les salariés avaient été remerciés pour leur investissement. On voit ce que vaut la gratitude des patrons. Et lorsque la colère est montée, le directeur s'est tout simplement déconnecté. Courageux !

Pour nous joindre : nparevolutionnairesbesancon@gmail.com

Instagram : [npa_revo_besancon](https://www.instagram.com/npa_revo_besancon)

Site national : <https://npa-revolutionnaires.org>